



On ne lutte pas contre le capital par des coalitions politiciennes : mais par le combat de classe

Le 2^{ème} tour des élections législatives du 7 juillet a confirmé l'existence de trois blocs antagoniques, n'a permis à aucun groupe politique d'obtenir de majorité absolue. Le NPF avec 182 élus représente 31% des sièges de l'Assemblée nationale ; Ensemble 29% avec 168 élus ; le RN et ses alliés 24,78% avec 143 élus ; LR 8% avec 46 élus^[1].

L'opposition droite-gauche que Macron, dès son accession au pouvoir en 2017, jurait de faire disparaître s'est mutée lors des élections Européennes et des législatives en une tripartition de l'Assemblée nationale la crise politique et en montre l'étendue.

Particularité de ces élections législatives anticipées

* Jamais, depuis 1958, le groupe politique arrivant en 1^{ère} position (en nombre de députés élus) n'a été aussi loin de la majorité absolue et le NPF en est très loin. Dans les trois cas où il y a eu par le passé, des majorités relatives le parti ou l'alliance politique arrivant en tête en était nettement plus proche : en 1958, les gaullistes avaient obtenu 41% des sièges ; en 1988, le PS et les Radicaux de gauche 48% ; en 2022, l'alliance Ensemble 43%. Ce qui rendait les tractations, les compromis et les compromissions pour poursuivre la politique dictée par le capital, plus « accessibles ».

* Lors du premier tour, la campagne électorale était principalement menée contre la politique du gouvernement de Macron qu'incarnait les candidats d'*Ensemble*, au deuxième tour la cible a changé : « tous contre le RN », certains même appelant à faire barrage au *fascisme* ! Le barrage en soi n'est pas nouveau, c'est un mot d'ordre de multiples campagnes présidentielles

Mais jamais pour des élections législatives.

Les partis de *gauche*, LFI en tête, ont procédé à des retraits, des désistements pour installer au second tour un candidat « *anti-RN* » essentiellement de l'alliance *Ensemble*, le nombre de triangulaire est ainsi passé de 306 à 89...

Désistements qui ont permis à des candidats macronistes, artisans des pires réformes et passé maître dans l'art d'imposer par le 49-3 des coups contre les travailleurs, contre le peuple, de sauver leurs sièges et transformer la débâcle du 1^{er} tour d'*Ensemble* en un recul moins déshonorant mais qui ne masque pas le rejet de la politique du gouvernement au service exclusif du capital. La campagne a été essentiellement consacrée au vote barrage au détriment du débat politique de fond.

Ce n'est pas par des désistements, des magouilles électoralistes que le combat contre le Rassemblement nationale, troisième fer au feu du capital, doit se mener mais par une lutte politique contre ce parti, dénonçant ses impostures, démontrant ses visées réelles au service du capital il sait qu'il peut compter sur le RN quand Macron sera usé. C'est par une analyse de classe sur la politique du RN comme parti du capital qu'on pourra le combattre et lutter contre son influence.

Multiplication des propositions de coalition

Après les législatives la multiplication de tractations, des négociations ne vise qu'à s'assurer la place prépondérante dans les institutions, bien loin des revendications, des exigences légitimes des travailleurs et du peuple.

Les plans de coalition pour s'assurer une majorité ponctuelle ou plus pérenne se multiplient avec tous les cas de figures « camp présidentiel et l'ensemble du NFP - LFI compris - mais sans LR ; coalition comprenant l'ensemble

du NFP -sauf LF- le camp présidentiel et LR. Toutes les combinaisons possibles entre les composantes du groupe présidentiel, de LR -rebaptisé Droite Républicaine- des partis du NFP peuvent faire l'objet de coalition...

Il faut ajouter aussi la compétition pour le poste de 1^{er} ministre, pour la présidence du Parlement et pour les différents ministères...

Macron dans la lettre envoyée à la presse régionale, dans laquelle il déclare que « *Comme personne ne l'a emporté. Aucune force politique n'obtient seule une majorité suffisante et les blocs ou coalitions qui ressortent de ces élections sont tous minoritaires* » il

fixe les conditions pour la nomination d'un nouveau premier ministre, qui devra émaner selon lui d'une coalition majoritaire, ce qui revient à reporter la constitution d'un nouveau gouvernement, en refusant la démission du 1^{er} ministre il avait sécurisé les prérogatives de l'exécutif, ce qui vise à maintenir au pouvoir le gouvernement actuel jusqu'à l'émergence d'une coalition. Il y avait urgence à dissoudre l'assemblée mais il n'y a plus d'urgence à nommer un gouvernement. Macron utilise la constitution anti-démocratique de la V^{ème} république et les attributions qu'elle lui confère pour imposer ceux qui pourront gouverner. Le capital pourra continuer à exercer sa loi : celle du profit.

Pendant toute la campagne des législatives, pendant cette période de recherche effrénée de « coalition » il est question de place, de pouvoir. Ils sont tous à la recherche d'une coalition pour arriver à une aléatoire majorité au parlement pour continuer à suivre la feuille de route dictée par le capital.

Rien sur les problèmes sociaux, économiques, politiques à l'origine de cette situation, rien sur la responsabilité du capital, les mesurette qui sont proposer ne changeront rien, Rien sur la lutte pour reprendre les richesses créées par les travailleurs et qui sont distribuées grassement aux actionnaires. Le partage des richesses étandard des partis de *gauche* est un leurre pour berner les travailleurs. Mobiliser contre le RN ne constitue pas un projet en soit. Le désir de changement exprimé par les derniers votes est dévoyé si ce n'est pas pour appeler à la lutte sociale, économique, politique, par la lutte de classe contre le capital pour changer de société, et construire une société débarrassée de l'exploitation capitaliste, une société socialiste au service des travailleurs, du peuple de la nation.

[1]. Cf Hebdo N° 881 09/09/2024 Pas d'autre choix que le combat de classe pour s'opposer à la politique dictée par le patronat et les multinationales.